

**RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES**

THEATRE DE LA TETE NOIRE

31/12/2024

..*.*.*

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

THÉÂTRE DE LA TÊTE NOIRE

**Siège social : 219, RUE DE LA FONTAINE
45770 SARAN**

SIREN : 332 278 431

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association THÉÂTRE DE LA TÊTE NOIRE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association THÉÂTRE DE LA TÊTE NOIRE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « *Faits caractéristiques postérieurs à la clôture* » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables retenus pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à examiner le traitement comptable des subventions accordées au cours de l'exercice, au regard des conventions signées et de leur correct rattachement à l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois

garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une

incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

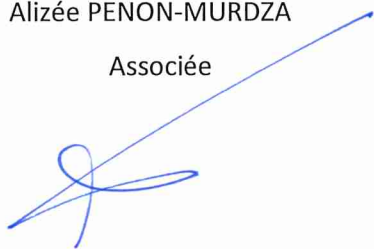
Fait à ORLEANS, le 12 Mai 2025

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT,

Alizée PENON-MURDZA

Associée



Valentin DOLIGÉ

Associé



ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	6 000	6 000		
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 000	6 000		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	57 380	35 696	21 684	25 310
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres immobilisations	57 380	35 696	21 684	25 310
Immobilisations corporelles en cours				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	63 380	41 696	21 684	25 310
COMPTES DE LIAISON (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes	2 062		2 062	1 836
Créances	45 889	3 931	41 958	59 763
Créances clients usagers et comptes rattachés	12 573	3 931	8 642	23 927
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	33 316		33 316	35 836
Trésorerie	44 756		44 756	55 759
Valeurs mobilières de placement	15		15	15
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	44 741		44 741	55 744
Charges constatées d'avance	6 788		6 788	7 146
TOTAL (III)	99 495	3 931	95 564	124 504
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	162 875	45 627	117 248	149 814

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	32 668	68 338
Excédent ou déficit de l'exercice	- 25 947	- 35 670
Situation nette (sous-total)	6 721	32 668
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	7 125	8 125
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	13 846	40 793
COMPTES DE LIAISON (II)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	32 007	34 587
TOTAL (III)	32 007	34 587
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (IV)	-	-
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 862	18 229
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	37 967	35 773
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	15 566	20 432
TOTAL (V)	71 395	74 434
Ecarts de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+VI)	117 248	149 814

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services	99 845	83 621
Ventes de biens	2 796	1 422
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	97 049	82 199
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs	4 565	
Concours publics et subventions d'exploitation	1 000	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	3 565	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Subventions	431 968	423 958
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		7 905
Utilisations des fonds dédiés	2 581	2 592
Autres produits	2 966	1 861
TOTAL I	541 925	519 937
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	12 449	9 893
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	151 235	171 838
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	5 765	5 497
Salaires et traitements	273 431	264 432
Charges sociales	101 064	95 318
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 626	4 716
Dotations aux provisions	3 931	
Report en fonds dédiés		
Autres charges	16 862	13 258
TOTAL II	568 363	564 952
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 26 438	- 45 015
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 093	1 691
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 093	1 691
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	602	
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	602	-
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	491	1 691
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	- 25 947	- 43 324

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		7 857
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	-	7 857
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		203
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI	-	203
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-	7 654
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	543 018	529 485
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	568 965	565 155
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	- 25 947	- 35 670
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	122 965	121 485
Bénévolat		300
TOTAL	122 965	121 785
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	114 565	117 345
Prestations en nature	8 400	4 140
Personnel bénévole		300
TOTAL	122 965	121 785

Association

Théâtre de la Tête Noire

Annexe des comptes annuels de

L'exercice clos

Le 31 décembre 2024

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS DE L'ENTITÉ

Objet social

L'association a pour objet :

- Le soutien à la production d'œuvres artistiques théâtrales de référence nationale ;
- La diffusion et la confrontation des formes artistiques en privilégiant la création théâtrale contemporaine ;
- La participation au développement culturel dans son aire d'implantation en rassemblant le plus large public.

Missions sociales

L'association a aussi pour objectif la recherche d'une utilité sociale dans une dynamique d'économie sociale et solidaire (au sens de la loi n°2014-856 relative à l'ESS) :

- En apportant via les projets d'action artistique développés, un soutien à des personnes en situation de fragilité économique et sociale.
- En contribuant à la lutte contre les exclusions et les inégalités sociales, et au renforcement de la cohésion territoriale, via sa politique tarifaire et les projets d'actions artistiques.
- En concourant au développement durable, notamment dans sa dimension environnementale au sein des locaux et lors des événements organisés (bar et restauration biologique, tri des déchets).
- En encadrant les écarts de rémunération.

Moyens mis en œuvre et ressources

Sur cette année 2024 :

- 7 salariés permanents
- 2 salariés intermittents équivalant taux plein

Les ressources de l'association comprennent notamment :

- Des subventions émanant de l'Etat (DRAC) et des Collectivités territoriales
- Des ressources propres (billetterie, adhésions, prestations, dons)

Evènements principaux de l'exercice :

SUBVENTIONS

- DRAC : Subvention de fonctionnement de 50 000 €
Subvention actions artistiques de 28 000 €
Subvention ateliers scolaires de 3 000 €
- Région Centre-Val-de Loire : Subvention de fonctionnement de 70 000€
Subvention Culture à partager de 14 000 €
Subvention exceptionnelle de 20 000 €
Subvention projet Pollen de 6 470 €
- Département du Loiret : Subvention de fonctionnement de 34 000 €
Subvention ateliers théâtre de 1 475 €
- Ville de Saran : Subvention de fonctionnement de 172 953 €
Subvention exceptionnelle de 25 000 €

3 comités de suivi en 2024 avec les tutelles pour trouver des solutions aux difficultés financières du théâtre dues aux baisses de subventions de la Drac et de la Région
Aucune hausse possible de toutes les tutelles, seulement une subvention exceptionnelle de la région de 20 000 € et une de 25 000€ de la ville pour aider à combler le déficit prévisionnel 2024 en attendant un changement structurel pour 2025 afin d'équilibrer les comptes.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Depuis 2015, le Théâtre de la Tête Noire organise des formations professionnelles menées par Patrice Douchet.

Le Théâtre a obtenu la certification QUALIOPI en avril 2022, obligatoire pour être habilité à dispenser des formations professionnelles.

Le stage de l'automne à Ouessant a dû être annulé faute de participants.

EMPLOIS

Transformation du CDD de la chargée d'administration, en CDI le 1/07/2024.

Report du départ en retraite du directeur en 2025 (initialement prévu au 31/12/24) afin de ne pas avoir la charge de l'indemnité de départ en retraite dans les comptes de 2024.

Dans le cadre de la demande de séparation juridique, refacturation depuis janvier 2020 et pour la dernière année (fin de la convention) d'une partie des salaires à la compagnie au prorata du temps passé. Soit 17 467 € pour l'année 2024 (inférieur à la convention qui prévoit 20 000€ hors création, la Compagnie n'ayant pas la capacité financière de les régler).

Faits caractéristiques postérieures à la clôture

- Embauche à mi-temps d'une co-directrice et passage à mi-temps du directeur actuel dans le cadre de la retraite progressive le 1/01/2025.
- Mise à la retraite du directeur en 2025 dont le montant brut de l'indemnité s'élève à 19 898 euros. Cette indemnité a été intégralement versée par l'association en 2025 et n'a pas été constatée en comptabilité au 31 décembre 2024. Celle-ci a bien été prise en compte dans la présentation du budget prévisionnel 2025.
- Indemnisation de l'assurance de l'incendie du local de stockage des décors de 2020 pour 33 228 €.
- Budget 2025 non équilibré :
Réécriture du projet, développement de la formation professionnelle, ventes des « Chaises », mécénat

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe,

Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et le règlement ANC n°2018-06 et n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

		Variations de l'exercice		
Rubriques	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Site internet	6 000			6 000
Immobilisations incorporelles total :	6 000			6 000
Mat. Et outillage de scène	13 373			13 373
Autres immo corporelle	33 449			33 449
Matériel de bureau et informatique	10 558			10 558
Immobilisations corporelles total :	57 380			57 380
Immobilisations financières total :				
				- €
				- €
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	63 380			63 380

Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Terrains et aménagements : 50 ans

* Constructions : 10 à 50 ans

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

		Variations de l'exercice		
Rubriques	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Site internet	6 000			6 000
Immobilisations incorporelles total :	6 000			6 000
Matériel de scène	13 373			13 373
Autres immo	9 142	2 991		12 133
Matériel bureau et informatique	9 555	635		10 190
Immobilisations corporelles total :	32 070	3 626		35 696
Immobilisations financières total :				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	38 070	3 626		41 696

ETATS DES CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Rubriques	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Avances et acomptes	2 062	2 062	
Créances clients et comptes rattachés	12 573	12 573	
Autres	33 316	33 316	
Charges constatées d'avance	6 788	6 788	
Banque et caisse	44 755	44 755	
TOTAL	99 494	99 494	

TABLEAU DES FONDS PROPRES

Le compte de fonds propres, qui ne comporte aucun droit de reprise, représente l'ensemble des résultats cumulés au cours des exercices précédents.

Le mouvement de l'exercice correspond à l'affectation du résultat des comptes clos le 31 décembre 2023.

Libellé	2023	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Réserves					
Report à nouveau	68 338	- 35 670			32 668
Excédent ou déficit de l'exercice	- 35 670	35 670		25 947	- 25 947
TOTAL	32 668			25 947	6 721

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	8 125			8 125
Quotes-part virées au résultat			1 000	- 1000
Montant net en fonds propres	8 125		1 000	7 125

TABLEAU DES FONDS DÉDIÉS SUR REMBOURSEMENT ASSURANCE (WAPITI HOUSE)

Rubriques	Fonds à engager au début de l'exercice (compte 194)	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectés (compte 6894)	Utilisation au cours de l'exercice (compte 7894)	Fonds restant à engager en fin d'exercice (compte 194)	Dont non consommé au cours des deux derniers exercices
Remboursement assurance incendie	34 587		2 581	32 006	32 006
TOTAL	34 587		2 581	32 006	32 006

ETATS DES DETTES

Rubriques	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Dettes frs et comptes rattachés	17 862	17 862		
Dettes fiscales et sociales	37 968	37 968		
Avances et acompte reçus				
Produits constatés d'avance	15 566	15 566		
TOTAL	71 396	71 396		

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Détail des subventions

Subvention	Montant
Ville de Saran fonctionnement	172 953
Ville de Saran exceptionnelle	25 000
Drac – fonctionnement	50 000
Drac – actions culturelles	28 000
Drac – ateliers éts scolaires	3 000
Conseil régional - fonctionnement	70 000
Conseil Régional- Culture à partager et Pollen	20 470
Conseil Régional- Exceptionnelle	20 000
Conseil général- fonctionnement	34 000
Conseil général- ateliers théâtre	1 475
Aides à la création et diffusion	3 870
SPIP	3 200

Total	431 968

AUTRES INFORMATIONS

Contributions volontaires en nature

Le montant des contributions volontaires en nature de l'exercice correspond aux prestations en nature délivrées par la Ville de Saran pour 114 565 € et aux hébergements des équipes artistiques chez « les bords de route » pour 8 400 €, et sont réparties de la manière suivante pour la part de la ville :

- Fournitures diverses : 6 593 €
- Primes d'assurances : 714 €
- Frais de télécom : 1 699 €
- Fluides : 73 063 €
- Entretien mat. Et bât.: 21 708 €
- Location : 10 787 €

Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant de rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 119 553 € durant l'exercice.

Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de la mission de contrôle légal de comptes, les honoraires de l'exercice 2024 s'élèvent à 8 063 € T.T.C.

Il n'y a pas eu d'honoraires versés au titre des services autres que la certification des comptes.

Engagements hors bilan

Néant

THÉÂTRE DE LA TÊTE NOIRE**Siège social : 219, RUE DE LA FONTAINE**

45770 SARAN

SIREN : 332 278 431

..*.*.*

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A L'APPROBATION

DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du Code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice et dont nous avons été avisés, en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons, qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue ou autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions de l'article R.612-5 du Code de commerce

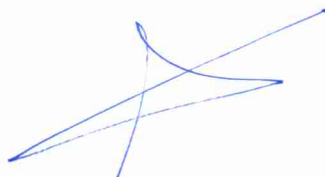
Fait à ORLÉANS, le 12 Mai 2025

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT

Alizée PENON-MURDZA

Associée



Valentin DOLIGÉ

Associé

